

OMAN, UN ÉMIRAT EN DEHORS DES RADARS ?

Diapo 1

Introduction : Pourquoi cette impression ?

Diapo 2 et 3

Un état arabe absent du printemps arabe ?

Un article du journal OF en février 2011 au début du « printemps arabe » n'évoque pas le cas d'Oman !

Diapo 4

Un état à l'extrémité de la péninsule arabique

Situé dans le sud-est de la péninsule Arabique, Oman est bordé par le golfe d'Oman à l'est, et s'ouvre sur la mer d'Oman au sud ; le pays est délimité au sud-ouest par le Yémen, à l'ouest par l'Arabie saoudite (désert de l'Ar Rub' al Khali) et au nord-ouest par les Émirats arabes unis. Le territoire du sultanat comprend également la péninsule de Musandam, un cap stratégique dominant le détroit d'Ormuz, qui est coupé du reste du pays (70 km) par les Emirats arabes unis. La capitale du sultanat est Mascate. Le sultanat d'Oman constitue un carrefour entre la péninsule Arabique, l'Afrique et l'Asie.

Diapo 5

1- Un pays arabe comme les autres

Les femmes portent le voile, mais ce n'est pas une obligation !

Oman est un sultanat, c'est-à-dire un État gouverné par un sultan.

Nature du régime : État islamiste de monarchie absolue (sultan)

Chef de l'Etat et/ou du gouvernement : Sultan Qabous bin said Al Said (décédé en janvier 2020) ; la dynastie des Al Said y règne sans discontinuer depuis le milieu du 18e siècle ; la personnalité du Sultan est celle d'un homme équilibré, réfléchi, qui tranche sur nombre de dirigeants arabes de sa génération, comme Mouammar el Kadhafi ou Saddam Hussein.
(fête nationale le 18 novembre)

Diapo 6, 7 et 8

Données géographiques

Superficie : 310 000 km² (les 3/5ème de la France). Le territoire s'étend sur près de 1760 km et est en grande partie désertique (prolongement du désert d'Arabie). Des montagnes barrent le nord-est du pays et culminent à plus de 3000m (Al Hajar 3009 m), résultat de la rencontre de deux plaques tectoniques, la plaque arabique et la plaque eurasiennne. D'où la présence d'oasis verdoyantes, favorisées par la chaleur liée à la latitude (quasiment 365 jours de soleil, de 30 à 40°) et l'humidité liée à l'altitude. Principales productions : agrumes (orange, citron, pamplemousse, Kumquat,...) , oliviers, céréales, bananes.

Diapo 9

Données démographiques

Capitale : Mascate (1,7 Mh) ; les autres villes principales sont Salalah, Sur, Sohar, Nizwa ; elles ne dépassent pas quelques centaines de milliers d'h.

La population (2017) est d'environ 4,6 millions dont 2 M d'étrangers ; la moitié a moins de 25 ans ; la densité : 15 hab/km² (2017) ; l'indice de fécondité est assez faible (2,80).

Diapo 10

Données économiques

Avec un PIB d'environ 80 Mds USD en 2018 le Sultanat d'Oman figure dans la catégorie des pays à hauts revenus de la Banque mondiale avec un PIB par habitant de près de 16 500 USD/hab (66^e rang mondial) mais ramené au 26^e rang si on tient compte du PIB/PPA.

Alors que l'Indice de développement humain (IDH en 2017 : 0.82), le place seulement au 48^e rang mondial. Donc c'est un pays assez riche, mais où les inégalités restent fortes et où une partie de la population vit encore pauvrement.

Part des des principaux secteurs d'activités dans le PIB (2017) : agriculture et pêche : 2 %, industrie (dont combustibles-35 %- et minerais) : 47 %, services : 41%.

Diapo 11 Oman est un Etat rentier du pétrole.

Le développement de l'économie a reposé à l'origine quasi intégralement sur l'exploitation des hydrocarbures, secteur qui reste aujourd'hui au cœur du modèle de croissance. En 2018, les ventes de pétrole (environ 50 Mt) et de gaz représentaient encore 35% du PIB.

(Monnaie : rial omanais (1 OMR = 2.25€ le 17/10/18)

Diapo 12

2- Un passé original

Sur le plan religieux, une islamisation précoce

Les peuplements les plus anciens que l'on connaisse à Oman remontent au 3^e millénaire avant notre ère. Soumises à l'islam et à l'arabisation au 7^e siècle de notre ère, les populations d'Oman se rallièrent, en 751, au kharijisme, un mouvement dissident ; ces tribus arabophones élurent leur premier imam. En dépit des tentatives du calife sunnite Haroun al-Rachid (763-809) au 8^e siècle à partir de Bagdad, le pays ne regagna jamais l'orthodoxie sunnite. Au 10^e siècle, les qarmates (courant dissident du chiisme) conquièrent le pays, occupé plus tard par les Seldjoukides au 13^e siècle(turcs).

Religion (s) : islam ibadite 75 % + minorités sunnite et chiite, hindouisme, christianisme.

Diapo 13

Une place particulière

Au moment du schisme entre sunnites et chiites au VII^e siècle, une troisième branche de l'islam est née. Le kharidjisme, est un mouvement dissident qui ne souhaitait rejoindre aucun des deux camps après le schisme qui suivit la mort du Prophète en 632. Leur nom est d'ailleurs issu de l'arabe kharaja qui signifie « sortir ». L'ibadisme en est aujourd'hui le principal héritier. Le Sultanat d'Oman est le refuge de cet islam érudit et raffiné. De petites communautés existent en Algérie, en Tunisie et à Zanzibar. Mais aujourd'hui, les ibadistes représentent 1% de l'ensemble des musulmans, et Mascate est en quelque sorte la capitale mondiale de ce courant.

Diapo 14 et 15

Une double colonisation, entrecoupée par l'Empire omanais

la « première » colonisation

Au moyen-âge, les marins omanais dominent le commerce avec l'Inde et l'Asie. Mais à partir du XVI^e siècle, la concurrence européenne se fait plus rude. C'est ainsi que les Portugais s'emparent de Mascate en 1508, puis d'Ormuz en 1519. Ils contrôlent ainsi le golfe Persique, mais doivent lutter contre les Britanniques, les Hollandais et les Perses (Iranien).

Diapo 16

L'Empire omanais

Toutefois, les Arabes d'Oman contraignent les Portugais à quitter la région en 1650. De pays colonisé, Oman se transforme en pays colonisateur, reprenant aux Portugais toutes leurs possessions, dans le golfe Persique et jusqu'à la côte orientale de l'Afrique en face de Madagascar. Symbole de cette victoire des Omanais sur les Portugais, la prise du fort Jésus à Monbasa en 1729. Oman est alors une grande puissance maritime et Mascate le plus grand port du sud-est de l'Arabie. Certaines régions du sous-continent indien sont aussi soumises à la domination d'Oman. Les Omanais conquièrent également Bahreïn sur les Perses par le sultan Ahmad ibn Saïd à la fin du 18^e siècle. Cet empire dure de 1650 à 1890, soit 2 siècles et demi, mais connaît une scission en 1856.

Diapo 17

Joyau de l'empire omanais, l'île de Zanzibar dans l'océan Indien passe sous le contrôle du sultanat d'Oman depuis Mascate à la fin du 17^e siècle (1698) lorsque le sultan construit un fort à Zanzibar afin d'y consolider sa présence. Le sultanat d'Oman exerce dès lors une tutelle sur l'île de Zanzibar (aujourd'hui en Tanzanie) jusqu'au XIX^e siècle et sur l'île de Pemba (annexée en 1823). La richesse de ces îles, lieu de production d'épices et de transit de diverses marchandises vers l'Asie et l'Europe (ivoire, cotonnades, porcelaine, riz), suscite les convoitises et entraîne des luttes de pouvoir continues. Zanzibar vit alors de la culture de la datte, une denrée qui exige beaucoup de main-d'œuvre.

Diapo 18

Cependant à partir de 1818 une nouvelle épice a été introduite dans les deux îles, le clou de girofle. A Zanzibar toute la partie ouest de l'île est propice à la culture du giroflier. La main d'œuvre locale déjà islamisée refuse le statut de serf et préfère s'installer dans les régions plus arides à l'est de l'île. De là, les Omanais recherchent des esclaves en Afrique noire et participent activement à la traite négrière. (Étant donné que les Omanais étaient musulmans et que leur religion interdisait la traite de musulmans, ils décidèrent d'avoir recours à des esclaves africains.) Zanzibar, en plus d'être un entrepôt pour toutes sortes de marchandises en plus du commerce du clou de girofle très florissant, devient un véritable marché aux esclaves.

Diapos 19 et 20

En 1840, le sultan Sayyid Said transfère même sa capitale de Mascate à Zanzibar, créant ainsi le sultanat d'Oman et Zanzibar. Ce déplacement du pouvoir profite énormément à la traite arabe. Entre 1830 et 1873, plus de 700 000 esclaves sont vendus sur le marché de Zanzibar.

Des revenus énormes sont alors dégagés par l'esclavage, les exportations d'ivoire et surtout du clou de girofle vers l'Europe ; des banquiers indiens s'installent dans la nouvelle capitale. Le sultan est courtisé à la fois par les Britanniques et par les Français qui installent des consulats à Zanzibar, de même que l'Allemagne et les E .U.

Diapo 21

À la mort de Saïd, en 1856, le pays est divisé en deux royaumes, celui de Mascate-et-Oman et celui de Zanzibar. En 1880, le sultanat de Zanzibar possède une étendue considérable : il comprend évidemment l'île de Zanzibar, mais aussi l'île de Pemba au nord, les îles de Mafia et de Kilwa au sud, ainsi qu'une partie côtière de l'Afrique orientale. Quant aux frontières occidentales, les limites n'étaient pas fixées de façon précise.

Diapo 22

Le partage de l'Afrique, La « deuxième » colonisation

Mais l'île de Zanzibar, occupant de plus en plus une position stratégique sur la route des Indes, attire la convoitise des grandes puissances coloniales. Son sort est réglé à la conférence de Berlin en 1886 où les puissances européennes se partagent l'Afrique et notamment l'Afrique Orientale ; les Allemands obtiennent une partie de l'Afrique de l'est continentale, la Grande-Bretagne imposant en 1890 un protectorat sur le sultanat de Zanzibar. Si ce protectorat met fin à la traite des noirs, il ne met pas fin à l'esclavage pourtant abolit officiellement en 1897, mais qui perdure quelques décennies au 20^e s, l'esclave devant faire la demande de sa liberté en justifiant d'un logement et d'un travail ! Le port de Zanzibar perd peu à peu de son importance, concurrencé par les ports des colonies africaines, Dar es Salam, Monbasa.

Diapos 23 et 24

C'est en 1963 que le Royaume-Uni accorde l'indépendance au sultanat, dominé par la minorité arabe. Mais, une série d'élections parlementaires aboutissent à la conservation de la mainmise de la minorité arabophone sur le pouvoir qu'elle détient depuis l'époque où le pays dépendait du Sultanat de Mascate et d'Oman... Aussi dès janvier 1964, un ougandais, John Okello, fomenta un coup d'état afin de donner le pouvoir aux populations noires descendants des esclaves et installées dans l'île, et proclama la république du peuple de Zanzibar. Des journées de terreur visant les quartiers arabes et indiens succédèrent au coup d'état. La presse internationale y voit la main de Cuba, de l'URSS ou de la Chine qui veulent installer une tête de pont communiste en Afrique de l'Est ; ceci est confirmé par des accords de coopération ; on est en pleine guerre froide, et Zanzibar en est un des enjeux ! De fait, Le chef du parti Afro-Shirazi, à l'origine du coup d'état, le Cheikh Abeid Karume, devient le Président du Gouvernement Révolutionnaire de Zanzibar, junte d'inspiration marxistes-léniniste...

Karume négocie toutefois rapidement une fusion de Zanzibar avec le Tanganyika, et le 22 avril 1964 est créée une seule république, la Tanzanie et Julius Nyerere en devient le 1^{er} Président, et Karume vice-président... Zanzibar garde cependant une certaine autonomie et régulièrement la population manifeste pour réclamer son indépendance. La communauté arabe a pratiquement disparu (de 50000 en 1964 à moins de 5000 aujourd'hui). Ils survivent dans le quartier de Stonetown, autrefois opulent, et où les magnifiques maisons en bois sont en train de s'effondrer, non loin du palais du sultan.

Diapos 25 et 26 A Oman, les Britanniques profitent de l'affaiblissement économique du sultanat, lié en partie à l'abolition du trafic d'esclaves et à la mainmise anglaise sur Zanzibar ainsi qu'à la contestation menée par les tribus de l'intérieur, à Oman. C'est à partir de ce moment que l'anglais

pénétra dans l'Administration. En 1913, une partition intervient entre Mascate et Oman et provoque, de 1915 à 1920, une guerre civile ; les forces britanniques interviennent à la demande du sultan. Le sultanat se trouve sous la domination britannique et devient de fait un protectorat. Une autre rébellion autour d'un enjeu pétrolier est également étouffée en 1957 avec là encore l'appui des troupes britanniques.

Diapo 27

Vers l'indépendance

En 1961, une nouvelle révolte éclata dans le pays, cette fois-ci dans le Dhofar à l'aide du Front populaire de libération appuyé par le Yémen. La guérilla fut vaincue grâce encore une fois à l'aide des Britanniques. Un nouveau conflit éclata en 1963 au Dhofar, où, armée par le Yémen du Sud, la Chine et l'Union soviétique, une guérilla marxiste s'opposa, jusqu'en 1975, au sultan Saïd ibn Taimour. Celui-ci, monté sur le trône en 1932, devait également compter avec ses héritiers. Il fut renversé par son fils, Qabus ibn Saïd, lors d'une révolution de palais en 1970.

Lorsque Qabus ibn Saïd accéda au pouvoir en juillet 1970,

- le pays est miné par une guerre civile soutenue de l'extérieur,
- le sultanat reste isolé tant au plan régional qu'international,
- le Sultanat n'a d'autre politique que celle que lui concède la Grande-Bretagne ;
- de plus, l'État était presque inexistant, car il ne dispose pas d'une administration propre ;
- enfin, le sultanat d'Oman demeure le pays le plus pauvre de la péninsule arabique.

Néanmoins, le 6 octobre 1970, le sultanat est admis au sein de la Ligue des États arabes et, le lendemain, au sein des Nations unies. Qabus ibn Saïd change le nom de son pays qui devient le sultanat d'Oman et adopte un drapeau national ; il pratique une ouverture modérée au monde moderne, contrairement à l'occidentalisation à outrance pratiquée dans les émirats voisins.

La question de la péninsule de Musandam, peuplée d'environ 15 000 habitants, refit surface lors de l'attribution de concessions pétrolières à des compagnies étrangères. Cette région était alors faiblement peuplée par trois groupes ethniques semi-nomades et la majorité des Shihuh, principale ethnie du Musandam prêtèrent allégeance au sultan d'Oman ; c'est ainsi que la région se retrouva séparée du reste du pays par les Émirats arabes unis. C'est devenu une enclave omanaise en terre émirienne.

Diapo 28

3- Un aggiornamento silencieux

Alexandre Mouthon (géographe, photographe, analyste consultant) écrit en 2016 : « *Un Etat qui dispose d'une telle position géostratégique au Moyen-Orient et qui demeure si discret interroge le curieux et sans aucun doute les puissants et les puissances, dans les antichambres des ambassades et des ministères, des conseils d'administration et des états-majors. Monarchie absolue, islam, rente énergétique, voisins difficiles à fréquenter, [souvent confronté à de nombreux trafics, aux migrations illicites et à la piraterie], vigie du détroit d'Ormuz et pourtant peu de vagues et quelques faits divers* ».

Liée à la situation intérieure

Diapo 29

- **Sur le plan politique** Héritant du pouvoir à 30 ans, en 1970, le sultan Qabous a employé les premières années de son règne à réduire la révolte séparatiste du Dhofar.

Une fois la paix revenue, il a lancé le développement de son pays et l'édification d'une administration qui ont fait d'Oman un pays moderne.

Dès la fin des années 1990, il a engagé un processus d'ouverture constitutionnelle toujours en cours avec la création d'une commission nationale des droits de l'homme, de conseils municipaux, l'adoption d'une Loi fondamentale en 1996.

- **sur le plan économique** Ensuite, le Sultanat d'Oman est un État rentier, mais un « petit rentier » ! En effet, Oman a de moindres réserves de changes et les seconds PIB et PPA les plus faibles du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Pourquoi ?

- Les réserves de pétrole omanaises sont beaucoup plus restreintes que celles de ses voisins.

- De même, sa production est plus faible que ses voisins (50 Mt/an ; produit chaque jour la moitié de la consommation quotidienne française ; 1% des réserves de pétrole estimées dans le monde), Arabie saoudite (550 Mt/an, près d'1/4 des réserves mondiales), EAU (175 Mt, 8% des réserves mondiales) ; ce qui explique en partie qu'Oman soit le seul pays arabe avec le Yémen à ne pas être membre de l'OPEP.

- De plus, Après avoir connu une croissance annuelle de plus de 4% environ depuis les années 2000, l'activité a fléchi depuis 2016 avec la chute des cours du pétrole. Le poids des hydrocarbures dans l'économie a baissé même s'il reste prépondérant (35 % du PIB, 65 % des exportations et 80 % des recettes budgétaires, d'après la Banque centrale omanaise). Si le pétrole a jusqu'à présent sous-tendu le développement du pays, c'est le gaz qui semble offrir le relais le plus prometteur.

- C'est pourquoi Oman fait de la diversification économique sa priorité vers cinq secteurs prioritaires (programme TANFEEDH : industrie manufacturière, tourisme, logistique, pêches et mines) mais cette diversification s'effectue lentement.

Diapos 30 et 31 Ainsi des activités industrielles et logistiques sont développées autour des principaux ports, hiérarchisant et spécialisant l'espace. Par conséquent, la littoralisation touche comme ailleurs le territoire en l'intégrant aux courants d'échanges mondiaux telle la Zone Economique Spéciale de Duqm (ZESD), officiellement créée en 2011, qui constitue le plus important projet de développement de long terme du Sultanat d'Oman. Le gigantesque hub aéroportuaire de Duqm, entre Sour et Salalah, lancé en 2008, marque une accélération de la stratégie d'ouverture économique. Il porte l'espoir d'augmenter les capacités de raffinage et de stockage. Un volet envisage de diversifier les services liés aux énergies, aux transports de conteneurs et de passagers. Le dispositif propose une zone militaire protégée, d'envergure. Grâce à sa situation stratégique, elle n'est pas seulement proche des pays d'Asie du Sud comme l'Inde et le Pakistan, elle est aussi facilement accessible depuis l'Afrique de l'Est.

Le détroit d'Ormuz est, sans conteste pour Oman, le pivot de l'intérêt géostratégique de son territoire, mais plus seulement. Cette alternative semble crédible car le réseau d'oléoducs du Golfe est pour l'heure dirigé principalement vers la Méditerranée, la Mer Rouge et le haut Golfe Persique. Une côte omanaise bien équipée et récipiendaire du drainage énergétique d'un arrière-pays arabe, proposerait une ouverture directe sur l'Océan indien et l'Asie. Oman deviendrait

une fois asséché, une plateforme, une nécessité logistique pour les hydrocarbures voisins, ce qui est une manière indirecte de prolonger la rente. Le réseau de gazoducs émiraties est déjà connecté à l'omanais, il reste à joindre les oléoducs saoudiens, c'est là la clef.

Diapo 32

La question de l'eau Il est à noter que les réserves d'eau souterraines fossiles sont importantes en Oman et qu'elles ne constituent donc pas un facteur de stress additionnel. Cependant, la désalinisation d'eau de mer est un axe de développement industriel qui est privilégié.

Diapo 33

Liée aussi à la politique étrangère

Des principes immuables de non-alignement et de non-ingérence ...

En effet, le Sultanat d'Oman est devenu un partenaire essentiel pour la sécurisation des routes maritimes régionales et un acteur diplomatique de premier ordre au cœur d'un Moyen-Orient belligère. C'est la conséquence du choix d'une politique extérieure basée sur la non-ingérence et le non-alignement, menée par le sultan Qabous depuis 1970, qui a fait d'Oman un médiateur souvent sollicité, voir incontournable.

Ne pas s'opposer, ne pas participer, ne pas être contraint par les alliances, favoriser l'utilité au détriment de la puissance, « pacificatrice », « entremetteuse », telle sont les maîtres mots de la politique extérieure menée par le sultan Qabous.

- La diplomatie omanaise est fondée sur quelques principes constants :

- assurer à tout prix la sécurité régionale, en particulier celle du Déroit d'Ormuz ;
- ne rompre les liens diplomatiques avec personne ;
- ne jamais s'impliquer dans les conflits régionaux, mais proposer sa médiation chaque fois qu'elle est acceptée.

L'indépendance de la politique étrangère du Sultanat lui a permis d'entretenir des relations de bon voisinage avec l'ensemble des pays de la région, notamment l'Iran, à rebours de ses partenaires du CCEAG (Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe). Ceci est lié à l'histoire du Sultanat d'Oman est celle d'un pays d'interface, entre la péninsule Arabique, la Perse, l'Afrique de l'est, la sphère indienne (les indiens du Goudjerat sont nombreux à Oman) et l'Occident.

Diapo 34

... favorisé par une singularité religieuse

- Indépendance favorisée aussi par sa singularité religieuse : Ni sunnite, ni chiite, le Kharidjisme, la 3ème branche de l'Islam créée moins de 50 ans après la mort du prophète Mahomet, est constitué d'une 20 de groupes dont l'ibadisme est quasiment le seul survivant ; pacifistes, les ibadites ont fait sécession dès le début de l'Islam, refusant de partir en guerre et opposés à la violence ; les ibadis, souvent surnommés « les démocrates de l'Islam », veulent vivre en harmonie avec les autres musulmans. En même temps ils sont intransigeants sur le plan politique et moral ; donc ce sont aussi des rigoristes, voir des radicaux, bien qu'ils considèrent que les hommes sont égaux et que les femmes peuvent exercer des fonctions politiques si elles en sont capables. Ceci a des conséquences sociales et politiques, évoquées plus loin.

Diapo 35

Un Etat « facilitateur » des relations internationales

- Le Sultanat s'est aussi positionné comme facilitateur des relations entre l'Iran et l'Occident ; c'est en Oman que s'est engagé discrètement le dialogue qui a abouti à l'accord sur le nucléaire iranien du 14 juillet 2015. L'Iran est un partenaire économique de choix pour Oman en plus d'être son partenaire géostratégique pour la cogestion (qui donne lieu à coopération militaire) du détroit d'Ormuz. Celle-ci ouvre l'accès à 40% de l'approvisionnement en pétrole du monde. Un accord de coopération économique existe depuis mars 2014, prévoyant la livraison par l'Iran de gaz, durant 25 ans, via la mise en service d'un gazoduc sous-marin reliant le port omanais de Sohar (ouvrant directement sur l'Océan Indien), mais également la construction de plateformes pétrochimiques.

Diapos 36 et 37

- Le sultanat tente également de jouer un rôle d'intermédiaire discret dans la crise yéménite et s'efforce de soutenir la reprise du processus de transition politique. Le Sultan Qabous refuse, sans s'opposer, de participer à la coalition menée par Riyad avec le CCG, l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et cautionné par le Pakistan et la Turquie. Selon le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), Oman accueillerait des réfugiés du conflit yéménite. Des points de passage auraient été officiellement ouverts. Les 300 kilomètres de frontière sont plus ou moins poreux. Les autorités omanaises se seraient rapprochées du département indien des travaux publics pour un projet de construction d'un mur de séparation.

- Les relations avec la Syrie de Bachar Al-Assad n'ont pas été interrompues. Youssef al-Alawi Abdullah, chef de la diplomatie omanaise, s'est rendu en Syrie pendant l'été 2011. Le ministre des affaires étrangères syrien, Walid al Moualem, a réservé sa première visite dans un pays du Moyen-Orient au Sultanat d'Oman en août 2015, marquant ainsi le rôle incontournable de médiateur du sultan Qabous dans la sortie de crise syrienne.

- Les relations avec l'Arabie saoudite, bonnes dans l'ensemble, ne sont pas exemptes de certaines crispations au sujet du dossier yéménite, les Saoudiens jugeant parfois la politique omanaise ambiguë vis-à-vis des rebelles Houthis (Oman est accusé de laisser transiter sur son territoire des armes venues d'Iran destinées aux rebelles Houthis), tandis que les Omanais s'interrogent sur la présence croissante d'intérêts saoudiens dans la province yéménite de Mahra, à ses frontières. Oman ne participe pas à la coalition des pays arabes contre l'EI en Syrie et en Irak aux côtés de l'Arabie Saoudite et de ses alliés.

Diapo 38

- Son rôle dans la libération d'otages permet au sultan Qabous de façonner son image dans les heureux dénouements. C'est le cas en 2009 avec la libération de trois américains, arrêtés en Iran, puis de deux autres en 2011. Cette même année, trois humanitaires français, ex-otages au Yémen, transitent par Oman. En août 2015, Isabelle Prime, française détenue au Yémen, est accueillie au sultanat. En juin 2015, suit un journaliste américain. En septembre 2015, une dépêche de l'AFP annonce l'arrivée à Oman, depuis Sanaa, de trois Américains, de deux Saoudiens et d'un Britannique., etc...

Diapo 39

- Oman entretient des liens privilégiés avec la Grande-Bretagne, longtemps présente en Oman, et avec les Etats-Unis, garants de la sécurité du pays (accord de défense de 1980, accord de libre-

échange en 2006). Cependant, une clause précise qu'ils ne peuvent pas se servir de leurs bases militaires de Masirah près de Duqum et de Thumrait près de Salahah (idem pour les Britanniques à Sohar) pour mener des attaques. Une présence oui, mais pas pour faire la guerre. Avec environ 10% du PIB consacré à la défense, le sultanat est d'ailleurs un bon client des industries d'armement occidentales, participant ainsi au plus grand marché d'armes officiel du monde qu'est le Moyen-Orient.

Diapo 40

- Les liens sont également forts avec l'Inde (700 000 travailleurs indiens en Oman), et surtout récemment avec la Chine (premier partenaire commercial), notamment depuis l'adhésion d'Oman à la nouvelle route de la soie en 2018, devenant la 1ère base de la Chine dans le Golfe.

Diapo 41

- Oman est aussi le pays du Golfe qui est allé le plus loin dans le rapprochement avec Israël : la visite de Netanyahu à Oman le 26 octobre 2018 a été la première visite publique d'un dirigeant israélien dans un État du Golfe depuis 1996. En février 2019, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a rencontré le ministre omanais des Affaires étrangères Yusuf bin Alawi bin Abdullah en marge de la conférence de Varsovie sur le Moyen Orient.

- Le 26 juin 2019, le ministère omanais des Affaires étrangères a également annoncé son intention d'ouvrir une ambassade à Ramallah en Cisjordanie. Par ce geste, le Sultanat a souhaité signifier, en dépit des marques de rapprochement public avec Israël, son attachement au processus de paix au Proche-Orient.

- Le sultan Qabus ibn Saïd réussit à maintenir la politique d'indépendance de son pays et sa particularité au sein du monde arabe. Ainsi, Oman ne rompit jamais ses relations avec l'Égypte, après la signature d'un accord de paix entre ce pays et Israël, en 1979. De même, dans les années 80, le sultan tenta constamment de maintenir des relations cordiales tant avec l'Irak qu'avec l'Iran. Oman ne participa que discrètement à la coalition anti-irakienne durant la guerre du Golfe.

Diapo 42

Les limites de ces politiques

- La Loi fondamentale de 1996 (ou Constitution) correspond à une constitution octroyée par le souverain d'Oman: elle n'a fait l'objet d'aucune ratification populaire. Le texte précise que l'islam est religion d'État et que la Charia est à la source de la législation ; la Constitution garantit un certain nombre de droits aux citoyens (par exemple l'égalité hommes femmes : les femmes peuvent conduire, le port du voile n'est pas obligatoire ; elles ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité par la loi fondamentale ; en 2010, un décret royal a permis aux Omanaises de s'opposer à un mariage arrangé par leurs parents, sur simple courrier adressé au sultan). La loi fondamentale accorde la protection aux étrangers.

De plus, une disposition précise que le régime est héréditaire, la succession étant limitée aux descendants mâles. Toutefois, le sultan n'a ni fils ni prince héritier désigné. La Loi fondamentale ne prévoit pas de contrôle de l'action du souverain, dont les attributions sont indiquées de manière non exhaustive. En 2003, pour la première fois de son histoire, la Chambre basse du Conseil d'Oman fut librement élue. Qabus a introduit une participation à la vie politique par le biais de

deux assemblées consultatives, qui dans leur composition et prérogatives animent l'idée de ménager les susceptibilités des opposants en puissances, et d'encourager les compétences des autres pour servir l'État.

Le *Majlis Al-Choura* est composé de membres élus au suffrage universel (les femmes ont le droit de vote et candidates). Dernière élection en octobre 2019, pour 86 sièges, 2 femmes ont été élues.

Droit de vote à 21 ans et candidat à 30 ans. le *Majlis Lil-dawla*, composé de membres désignés, est censé s'attacher à servir l'intérêt national plutôt que les intérêts particuliers. Mais les partis politiques sont interdits et les assemblées ne permettent pas le débat contradictoire.

En 2017, 7 omanaises ont été élues à la tête de wilayats, comme Anna Al-Balushi. Il faut cependant relativiser : il y avait 23 candidates pour 731 candidats, mais les femmes ont représenté près de 50 % des votants !

Diapo 43

- L'Etat providence c'est le sultan, paternaliste, qui, dépositaire de la rente, la redistribue. En 45 ans, Oman s'est élevé à la 48^e place (0,82) du classement de l'Indicateur de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le taux d'alphabétisation n'était que de 35% au tournant de la décennie 1970 et l'espérance de vie moyenne, de 40 ans. Dans les années 2010, le taux de scolarisation primaire est de 100 %, seul pays arabe dans ce cas, et il est possible de vivre en moyenne un peu plus de 75 ans. La scolarisation initiale des filles est donc à l'égal de celle des garçons. Mascate a des allures de métropole macrocéphale soignée. Les autoroutes traversent le désert, illuminées sur certains tronçons.

Cependant si l'État fournit emploi, santé, éducation, eau, électricité et un accès routier entretenu à chaque maison, même aux plus reculées, les écarts villes-campagnes, littoral-intérieur, élites-plèbe, sont marqués.

Diapo 44

Et aujourd'hui, ce système paternaliste a atteint ses limites et ne répond plus aux attentes de la population ni aux défis de l'heure. Les difficultés économiques, tout comme la situation régionale périlleuse, la rente qui ne suffit plus à assurer le maintien du niveau de vie d'une population largement oisive, jusqu'à la construction de la gigantesque mosquée Sultan Qabous, font l'objet de critiques de moins en moins voilées. D'où, sans remettre en cause l'autorité du sultan, des revendications se sont fait jour dans la foulée des printemps arabe ; dans l'effervescence des contestations Tunisienne et en Egyptienne, le modeste mouvement citoyen de 2011, à Oman, a revendiqué plus de justice sociale dans un élan de désir démocratique. Il a été répondu par une série de mesures sociales, grâce à l'ouverture du robinet de la rente, créant des emplois dans l'administration et augmentant les prestations sociales, afin d'acheter la paix sociale.

Ouverture du robinet de la rente qui conforte les mentalités ; ainsi, obtenir une charge publique est honorable, considérée comme un dû, un don associé à une « omanitude ». Le contre-don pourrait être l'absence de revendications politiques. Selon la BCO, en 2014, les nationaux représentent 85 % des actifs dans le public, contre 85 % d'étrangers dans le privé. Les mentalités et les usages sont vraisemblablement un frein, tout aussi important que le manque de qualification.

Mais, ce système appuyé sur l'économie de la rente peut-il encore tenir longtemps ?

Pour y remédier le gouvernement a voté en 2019 une loi obligeant les entreprises privées à

embauché un % minimum de salariés locaux ! D'où des manifestations de travailleurs étrangers qui n'ont pas de travail, mais qui sont rapidement étouffées !

Diapo 45

- Oman fait partie des pays producteurs de pétrole qui décidèrent en 1998 de réduire leur production, provoquant une hausse des tarifs pétroliers. Depuis lors, le pays n'arrive plus à absorber un nombre croissant de travailleurs étrangers (les «expatriés»), qui dépasse le taux de croissance de l'économie. Aujourd'hui on estime à environ 2 M le nombre d'étrangers.

Alors que sous une chaleur plomb, des dizaines d'ouvriers étrangers triment sur des chantiers de BTP, Le sort réservé à ces travailleurs, originaires pour la plupart du sous-continent indien, reste meilleur que celui qui leur est infligé au Qatar, mais il ne correspond pas à celui des Omanais. Il faut gratter un peu le verni miracle des pétrodollars en allant rencontrer les expatriés bangladais, au plus bas de l'échelle sociale, vivre sans famille dans les taudis aménagés des vieilles villes, en terre, abandonnées, que l'industrie du tourisme commence à restaurer. Ou encore les ouvriers pêcheurs des boutres parmi lesquels il est bien difficile de trouver un Omanais. Les campements d'ouvriers expatriés sont souvent des camps surveillés de préfabriqués sur les champs pétroliers ou à la périphérie des villes. Les expatriés occidentaux s'accaparent les postes d'encadrement hautement qualifiés.

Diapo 46

Des lignes de fractures

- Entre conservatisme et modernité, à l'intérieur : Les rapports de forces sociaux sont au cœur des fractures. Au cœur du pouvoir central et entre les hommes de la rue. Entre les clans et entre les générations. Entre tribus de l'intérieur et du littoral. Entre territoires administratifs. La cohésion n'est pas l'intérêt collectif mais l'agrégat d'intérêts particuliers scellés par népotisme. Ce que certains appelleraient la société civile n'existe pas vraiment.

Il faut au sultan calmer la branche la plus conservatrice des dignitaires du régime, et peut-être aussi les officines les plus radicales, en maintenant des interdits stricts (homosexualité, adultère, consommation d'alcool, etc) et en encadrant les effets « néfastes », « déstabilisateurs », du tourisme, source de revenus de plus en plus nécessaires. 3,2 millions de touristes en 2018 pour 3 % du PIB, mais objectif de plus de 10 millions de touristes d'ici 2040, en 20 ans, et 10 % du PIB !

Diapo 47

- Mais aussi à l'extérieur, aux échelles régionales et internationales, Oman est en train de devenir un hub géostratégique, dans lequel les américains prennent position, mais aussi d'autres pays. S'installe alors un équilibre fragile qu'une succession mal orchestrée pourrait mettre à bas, par un déchaînement d'intérêts claniques instrumentalisés.

Diapo 48

- En fait beaucoup de choses tournent autour du sultan, monarchie absolue sans héritier rime bien souvent avec guerre de succession. Si Qabous en a précisé les modalités dans la Constitution de 1996 rien ne permet d'affirmer que le protocole sera suivi dans la transparence et la paix. D'autant plus qu'affaibli par la maladie depuis 2014, le sultan est décédé à l'âge de 79 ans en janvier 2020 n'a pas d'héritier direct et sa succession alimente les rumeurs depuis un certain nombre d'années. D'où un avenir qui s'annonce complexe, voir compliqué... Une course de vitesse est donc ouverte entre la branche conservatrice dans l'appareil d'État, et ceux qui sont conscients des enjeux et souhaitent faire évoluer le système, et l'impatience de la jeunesse comme d'une part

croissante de la population. En ce sens, Oman ressemble bien à d'autres pays arabes... (Algérie, Tunisie, et à degré moindre, Emirats Arabes Unis, Bahrein, voir Irak, et Jordanie). Que fera le nouveau sultan ? pour l'instant il prône le statu quo ; en aura-t-il les moyens, l'autorité nécessaire ? et pendant combien de temps tiendra-t-il ainsi ? Face aux tensions régionales croissantes : oppositions EU/Iran qui sont montées d'un cran récemment, ou encore la guerre au Yemen qui s'enlise, face visible des tensions beaucoup plus profondes entre sunnites et chiites.

Pour aller plus loin...

<https://www.diploweb.com/Geopolitique-d-Oman.html>

Analyse approfondie d'Oman par Alexandre Mouthon

<https://www.arenion24.news/2018/08/04/au-sultanat-doman-de-nouveaux-defis-pour-une-fin-de-regne/>

Marc Lavergne, directeur de recherche (CNRS), Équipe Monde Arabe et Méditerranéen (EMAM), laboratoire CITERES, Université de Tours.